

positions sont superflues. Mais ce n'est pas sur des suppositions que je me base. M. Henry sera en état de prouver et prouvera qu'il n'est pas mort un seul électeur libéral dans ce comté depuis plusieurs années dont le vote n'ait pas été enregistré le jour de l'élection ; que le système de substitution de personnes a été employé à un degré que je rougiraux presque de mentionner pour ne pas jeter trop de discrédit sur le comté de Perth. Je suis convaincu qu'une opinion publique façonnée par de tels procédés ne profitera guère à nos adversaires ou à quiconque y aura recours.

Il y a, M. l'Orateur, un autre point contre lequel les honorables messieurs de la droite ont bien longtemps et bien vivement combattu, je veux parler de la politique nationale et de la politique de représailles. Où en est cette question à présent ? Je n'ai pas besoin de rappeler à la Chambre que la prétention la plus constante et la plus grave de nos adversaires était l'inopportunité et l'entière inanité de toute tentative de représailles contre nos puissants voisins.

Or, voyez les écrits des journaux libéraux du jour ; voyez les *interventions* des ministres actuels, et que voyez-vous ? Vous y voyez que la représaille est le plus fort atout qu'ils aient dans leur jeu. Ils nous ont dérobé notre manteau, et parquent sous ce déguisement sans que la rougeur leur monte à la figure.

Je cite ce fait à mon honorable ami le ministre de la Marine et des Pêcheries comme une nouvelle preuve que dans le parti libéral la théorie et la pratique sont deux choses bien différentes. Durant la dernière session, je me suis trouvé dans la pénible nécessité de critiquer quelque peu la conduite du premier ministre au sujet de son *interview* avec un reporter du *Record* de Chicago. L'honorable ministre se rappelle que je lui ai fait remarquer que le fait d'aller confier ses projets à un reporter de Chicago n'était pas de la meilleure diplomatie, et pouvait faire naître l'impression que le Canada était dans une bien mauvaise situation.

Quest-ce qui a eu lieu après cet *interview* du premier ministre ? Nous avons eu après cela une mission des ministres à Washington, à une époque où il n'y avait pas de gouvernement américain à rencontrer dans cette ville ; et qu'est-il résulté de cette mission ? Nos ministres ont reçu leur réponse avant même d'être revenus.

Ils ont eu le bill Dingley, ils ont eu le bill relatif aux aubains, et ils ont vu en outre le Republican Club de New-York publier tous les arguments invoqués par les honorables messieurs eux-mêmes lorsque l'on nous dénonçait, pour démontrer au peuple américain que le Canada était dans une situation financière des plus déplorable, et que la seule chose à faire de la part des Etats-Unis était de fondre sur nous pendant que nous étions dans cet état de prostration, pour nous forcer à accepter leurs propres conditions.

Il y a un autre exemple du contraste entre les promesses et les actes du parti libéral. Ces messieurs de la droite ont dit au peuple canadien que tout ce qu'il fallait pour obtenir des relations avantageuses et amicales avec les Etats-Unis, c'était de mettre le parti libéral au pouvoir. Jamais il n'y a eu de déclaration plus dénuée de fondement que celle allant à dire que le parti libéral-conservateur n'était pas toujours disposé à traiter le peuple et le gouvernement américain avec la plus grande considération.

Les honorables membres de la droite ont répété à maintes reprises au peuple canadien que s'il désirait obtenir des relations amicales avec les Etats-Unis, que s'il voulait un traité de réciprocité, le seul moyen à sa disposition était de mettre le parti libéral au pouvoir ; ils sont allés à Chicago ; ils sont allés à Washington pour y voir les hommes publics, puis ils sont revenus, et nous restons devant le fait qu'au lieu d'avoir des relations amicales avec les Etats-Unis nous n'avons jamais eu plus grave raison de nous plaindre des atteintes portées à nos intérêts les plus vitaux par l'attitude prise par les Etats-Unis.

J'aimerais entendre mon honorable ami le ministre de la Marine (M. Davies) me déclarer comment il est possible de remplir les promesses du parti libéral. Il me dit que je vais éprouver une des plus grandes surprises en voyant le parti libéral produire, dans l'espace d'une semaine, son exposé budgétaire et son tarif et donner au monde le magnifique spectacle d'un corps politique libéral remplissant ses promesses. Eh bien ! M. l'Orateur, si les libéraux remplissent leurs promesses, je puis assurer l'honorable ministre que cela me surprendra énormément, que ce sera une des surprises de ma vie. Si les honorables messieurs veulent nous causer la plus grande surprise possible, ils atteindront leur but en remplissant leurs promesses. J'attirerai l'attention du ministre de la Marine et des Pêcheries sur ce qu'il disait en 1893 :

Eh bien ! messieurs, inutile d'en dire davantage. Quels qu'aient pu être les doutes et les difficultés au sujet de notre politique commerciale par le passé, il n'y en a plus aujourd'hui. Notre programme est clair et défini. Le peuple se trouve maintenant en face d'une telle question et la prochaine lutte se fera entre le libre-échange et la protection.

M. l'Orateur, la dernière lutte a-t-elle été faite sur la question du libre-échange et de la protection ?

Quelques VOIX : Non.

Sir CHARLES TUPPER : Non, et l'honorable ministre de la Marine et des Pêcheries le sait et il sait aussi que la promesse qu'il fit a été jetée de côté par son parti. Il avait déclaré que la lutte se ferait entre le libre-échange et la protection, mais la politique du libre-échange fut jetée par dessus bord et l'on a tenté avec succès de s'attacher au programme protectionniste.

L'honorable ministre faisait, le 4 janvier 1894, des déclarations qui ne doivent pas être encore oubliées, car les paroles qui tombent des lèvres de l'honorable ministre (M. Davies) ont une telle importance qu'elles peuvent se conserver longtemps fraîches à la mémoire. Il disait alors :

Un tarif de 17½ pour 100 ou de 20 pour 100 était une protection suffisante pour le fabricant. Si cela ne suffisait pas, tant pis pour le fabricant.

L'honorable ministre me dira-t-il qu'il sera prêt à répéter cela la semaine prochaine lorsque sera soumis l'exposé budgétaire ? Est-il prêt à dire aux fabricants qu'il leur faut accepter un tarif de 17½ pour 100 ou 20 pour 100 ou disparaître ? L'honorable ministre sait qu'il ne dira pas cela, il sait que c'était commettre la plus sotte vantardise que de dire aux électeurs d'Aylmer que l'on pouvait s'attendre à voir en Chambre un corps politique libéral remplir ses promesses.